



Madagascar Résistance

Lettre numéro 1 - Février 2010

Nous sommes impuissants à empêcher les tsunamis, les tremblements de terre et d'autres cataclysmes naturels de frapper les populations dans le monde.

Tout ce que nous pouvons faire est de faire preuve de solidarité pour secourir les victimes. Les grandes puissances alors se mobilisent, et cela est admirable.

Mais il existe des « tsunamis silencieux » qui détruisent des pays africains et tuent à bien plus grande échelle, par millions de victimes, depuis plusieurs décennies !

Ces victimes ne sont pas secourues car ces catastrophes sont soigneusement passées sous silence.

Elles sont passées sous silence parce que leur cause n'est pas naturelle : elles sont le fait des hommes.

Ces « tsunami silencieux » sont causés par les dictateurs qui prennent le pouvoir par la force. Mais ils ne parviennent à le garder qu'avec la complicité d'une grande puissance.

Alors, on tue en silence, avec les armes, avec la faim, avec le manque de soins médicaux, avec la privation des droits humains.

On tue en silence parce que la grande puissance contrôle les journaux, les radios, les chaînes de télévision : elle proclame officiellement le droit à l'information et donc le devoir d'informer, mais quand l'information concerne un pays africain, le gouvernement de ce pays riche impose aux médias ce qu'il faut dire ou ne pas dire.

Madagascar est aujourd'hui dévasté par une catastrophe dont l'ampleur est sans précédent dans son histoire **à cause du coup d'état perpétré voici un an :**

- l'économie est ruinée;
- des milliers d'emplois sont perdus chaque mois depuis un an, laissant **des millions de Malgaches** sans ressources ;
- des milliers de paysans sont dans une situation désespérée car l'industrie agroalimentaire qui leur achetait leur production a été détruite ;
- ces millions de personnes sans ressources n'ont plus accès aux soins médicaux ;
- des milliers d'enfants ne peuvent plus aller à l'école ;
- la criminalité qui accompagne l'extrême pauvreté menace toute la société.

Et pire que tout, car cela empêche de préparer un avenir meilleur, un régime de terreur a été instauré : la liberté d'expression est réprimée par la force et par des emprisonnements arbitraires.

Mais nous ne céderons pas à la résignation !

Nous opposerons à la force brutale et à la désinformation les armes dont nous disposons :

- notre détermination à ne jamais renoncer à nos idéaux de liberté et de démocratie
- notre détermination à informer l'opinion publique de cette grande puissance de l'hypocrisie de certains de leurs responsables politiques qui se disent défenseurs des valeurs républicaines dans leur pays, mais sont les initiateurs et les complices de l'assassinat de notre pays.

Nous entrons en résistance !



Méthode de gangster : un « chef d'Etat » qui renie sa signature.

Pour préserver la paix et en mettant au-dessus de toute autre considération la sortie de crise, dans l'intérêt de son pays et de ses compatriotes, **Marc Ravalomanana, pourtant réélu démocratiquement en décembre 2006**, a fait volontairement l'énorme sacrifice de renoncer à prendre part personnellement à la gestion de la transition, dont le cadre, ou Charte de la Transition, a été fixé à Maputo I en août 2009.

Cette Charte de la Transition a été élaborée de concert à Maputo, par les 4 mouvances politiques en présence. Cette Charte, **signée par Marc Ravalomanana, Zafy Albert, Didier Ratsiraka et Andry Rajoelina** est le texte qui définit l'organisation des institutions de la transition et sa feuille de route.

La mise en œuvre de la Charte et **des autres accords signés qui la précisent** a été officiellement garantie par l'Union Africaine, la SADC, l'OIF, dont les représentants ont également apposé leurs signatures sur ces documents.

La crise semblait ainsi s'achever avec Maputo I.

C'était sans compter sur la mauvaise foi et la malhonnêteté d'Andry Rajoelina !

A peine rentré de Maputo I, les médias à sa solde – les autres ne pouvant s'exprimer – ont inondé le pays de fausses informations et **la Charte ainsi que les accords qui l'accompagnaient n'ont pas été respectés.**

Les points clé de la Charte et des accords de Maputo I seront présentés dans notre prochaine lettre.

Et les organisations internationales qui ont apporté leur garantie, nous direz-vous ?

Elles ont organisé de nouvelles négociations : Maputo II en septembre 2009, Addis Abeba en décembre 2009 où un additif à la Charte a été signé, mais comme précédemment, Andry Rajoelina n'a pas respecté sa signature.

Mieux, après avoir refusé de participer à l'ultime rencontre de Maputo III, il a déclaré la Charte et tous les accords signés précédemment comme nuls et non avenue !

Et dans la même foulée, il a fait fermer l'espace aérien de Madagascar afin d'empêcher les 3 délégations présentes à Maputo III de rentrer au Pays !

Il a fallu une forte pression internationale pour que les « exilés de force » puissent regagner Madagascar. Depuis, les organisations internationales multiplient les condamnations de principe.

Et devinez quel pays- pourtant membre de l'Union Européenne qui condamne vigoureusement le coup d'état et ses atteintes à la démocratie- **fait un lobbying intense pour retarder, voire empêcher que des sanctions individuelles soient appliquées à l'encontre de celui qui se moque des organisations garantes des accords ?**

Il y a eu peu d'exemples de reniement de signature par des hommes ou des femmes prétendant exercer de hautes fonctions publiques dans le monde.

Il y a eu notamment Adolf Hitler qui l'a fait à plusieurs reprises, en ajoutant cyniquement que « les promesses n'engageaient que ceux qui y croyaient ».

Il y a maintenant, pour le plus grand malheur de Madagascar, Andry Rajoelina.

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Île de la Réunion